



ARRÊTÉ DCPAT 2026 – n° 380

**portant modification d'autorisation accordée à la société
HEIDELBERG MATERIALS FRANCE GRANULATS
pour sa carrière située au lieu-dit « les Biousses » à Les Alleuds,
commune déléguée de BRISSAC LOIRE AUBANCE**

Installations Classées pour la Protection de l'Environnement

Le Préfet de Maine-et-Loire

Vu le Code de l'environnement, et notamment son titre I^{er} du livre V et ses articles R.511-9, R.122-2 et R.181-46 ;

Vu le décret du président de la République du 2 décembre 2025 portant nomination de Monsieur François PESNEAU, administrateur de l'État, en qualité de Préfet de Maine-et-Loire ;

Vu le décret du Président de la République du 28 janvier 2026 portant nomination de Monsieur Raymond YEDDOU, en qualité de Secrétaire général de la préfecture de Maine-et-Loire ;

Vu l'arrêté DRAJ/MICCSE n°2026-07 du 16 février 2026 portant délégation de signature à Monsieur Raymond YEDDOU, Secrétaire général de la préfecture ;

Vu l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 modifié relatif aux exploitations de carrières ;

Vu l'arrêté du 26 novembre 2012 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de broyage, concassage, criblage, etc., relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2515 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté du 10 décembre 2013 relatif aux prescriptions générales applicables aux stations de transit de produits minéraux ou de déchets non dangereux inertes autres que ceux visés par d'autres rubriques relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2517 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté du 12 décembre 2014 relatif aux conditions d'admission des déchets inertes dans les installations relevant des rubriques 2515, 2516, 2517 et dans les installations de stockage de déchets inertes relevant de la rubrique 2760 de la nomenclature des installations classées ;

Vu le schéma régional des carrières approuvé par arrêté préfectoral le 6 janvier 2021 ;

Vu l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitutions de garanties financières prévues aux articles R.516-1 et suivants du Code de l'environnement ;

Vu l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter une carrière de sable et graves D3-2002 n° 297 du 7 mai 2002 par la société GSM (87 ha - 20 ans) ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire DIDD-2013 n° 245 du 15 juillet 2013 de modification des conditions de réaménagement des zones centrales et Nord de la carrière avec apport de matériaux inertes extérieurs pour une durée de 5 ans ;

Vu le courrier du préfet du 13 janvier 2016 actant la création d'un second ensemble aire étanche et local à hydrocarbures sur la carrière ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire DIDD/BPEF/2018 n° 14 du 16 janvier 2018 (prolongation de l'acceptation de déchets inertes extérieurs au vu du remblaiement de la carrière) ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire DIDD-2021-n°106 du 05 mai 2021 de prolongation de l'autorisation d'exploiter de 2 années ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire DIDD-2023-n°334 du 05 décembre 2023 de prolongation de l'autorisation d'exploiter de 2 années ;

Vu la demande de la société Heidelberg Materials France Granulats du 20 février 2026 sollicitant une prolongation de 2 ans de l'autorisation d'exploiter la carrière au lieu-dit « Les Biousses » aux Alleuds, sur le territoire de la commune de Brissac-Loire-Aubance et une modification relative au remblayage ;

Vu le dossier joint à la demande ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées en date du 4 mars 2026 ;

Vu la consultation du public faite du 30 mars 2026 au 13 avril 2026 dans les conditions de l'article L.123-19-2 du Code de l'environnement sur le porter à connaissance, sollicitant 2 ans de prolongation ;

Vu les observations du public ;

Vu le courrier du 23 avril 2026 de la société Heidelberg Materials France Granulats suite à la consultation du public ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées en date du 29 avril 2026 ;

Vu le projet d'arrêté porté le 29 avril 2026 à la connaissance du demandeur ;

Vu la réponse de l'exploitant du 29 avril 2026 n'émettant pas d'observation sur ce projet ;

Considérant que la prolongation de l'autorisation d'exploiter sollicitée ne modifie pas l'emprise de la carrière ni les conditions d'exploitation existantes, ni les conditions de remise en état ;

Considérant que l'accueil de remblais inertes dans la partie sud de la carrière sollicitée ne modifie pas les conditions de remise en état final de la carrière et l'usage agricole futur qui sont prescrits ;

Considérant que la prolongation de l'autorisation d'exploiter sollicitée par la société Heidelberg Materials France Granulats ne fait pas apparaître d'impacts négatifs nouveaux sur l'environnement ;

Considérant que l'accueil de remblais inertes dans la partie sud de la carrière sollicitée, compte tenu des dispositions complémentaires prévues concernant la traversée de la RD90 et le suivi des eaux souterraines ne fait pas apparaître d'impacts négatifs nouveaux sur l'environnement ;

Considérant que la modification sollicitée n'est pas substantielle au sens des articles R.181-46-I et L.181-14 du Code de l'environnement ;

Considérant que cette modification sollicitée nécessite toutefois des modifications de l'autorisation existante pour pouvoir être mises en œuvre ;

Considérant qu'il y a lieu de modifier ou compléter les arrêtés préfectoraux D3-2002 n° 297 du 7 mai 2002, DIDD-2013 n° 245 du 15 juillet 2013, DIDD/BPEF/2018 n° 14 du 16 janvier 2018, DIDD-2021-n°106 du 05 mai 2021 et DIDD-2023-n°334 du 05 décembre 2023 pour prendre en compte la demande susvisée du 19 décembre 2025, de l'exploitant ;

Considérant qu'aux termes de l'article L.181-3 du Code de l'environnement, l'autorisation environnementale ne peut être accordée que si les mesures qu'elle comporte assurent la prévention des dangers ou inconvénients pour les intérêts mentionnés aux articles L.211-1 et L.511-1 ;

Considérant que les dispositions prises dans les arrêtés préfectoraux D3-2002 n° 297 du 7 mai 2002, DIDD-2013 n° 245 du 15 juillet 2013, DIDD/BPEF/2018 n° 14 du 16 janvier 2018 et DIDD-2021-n°106 du 05 mai 2021, DIDD-2023-n°334 du 05 décembre 2023 et celles prescrites dans le présent arrêté préfectoral complémentaire, sont de nature à préserver les dangers ou inconvénients mentionnés aux articles L.211-1 et L.511-1 du Code de l'environnement ;

Considérant qu'au regard des dispositions réglementaires applicables pour l'abandon de terrain dans le cadre d'arrêt d'installations classées, les contributions reçues du public lors de la consultation susvisée ne peuvent pas être prises en compte ;

Considérant en conséquence que la prolongation sollicitée ne modifie pas l'emprise de la carrière et qu'elle porte sur la totalité de l'emprise de la carrière déjà autorisée ;

Considérant que la nature limitée de la modification et de ses effets sur l'environnement permet au préfet de Maine-et-Loire de prendre un arrêté sans qu'il ne soit nécessaire de solliciter l'avis de la commission départementale de la nature, des paysages et des sites de Maine-et-Loire, comme le permet l'article R.181-45 du Code de l'environnement ;

Sur proposition du Secrétaire général de la préfecture ;

Arrête

Article 1 - objet

Les prescriptions prévues par les arrêtés préfectoraux D3-2002 n° 297 du 7 mai 2002, DIDD-2013 n° 245 du 15 juillet 2013, DIDD/BPEF/2018 n° 14 du 16 janvier 2018, DIDD-2021-n° 106 du 05 mai 2021 et DIDD-2023-n° 334 du 05 décembre 2023 autorisant la société Heidelberg Materials France Granulats, dont le siège social est situé 4 Place des saisons – Tour Alto, 92400 Courbevoie, à exploiter la carrière située au lieu-dit « Les Biousses », aux Alleuds, sur le territoire de la commune de Brissac-Loire-Aubance sont modifiées par celles du présent arrêté.

Article 2 - durée de l'autorisation

La durée de l'autorisation d'exploiter indiquée à l'article 2.3 de l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter D3-2002 n° 297 du 7 mai 2002 modifié est **augmentée de deux ans** (nouvelle échéance au 06 mai 2028).

Article 3 - remblayage

Les dispositions relatives à la remise en état de la carrière prévues à l'article 4 de l'arrêté préfectoral DIDD-2013 n° 245 du 15 juillet 2013 susvisées sont complétées par les dispositions suivantes :

L'excavation de la partie sud de la carrière est remblayée avec des matériaux inertes de sorte que le réaménagement final ne dépasse pas la cote du terrain naturel avant extraction. Le remblaiement est réalisé de façon à permettre un retour des terrains à un usage agricole.

Les dispositions relatives au remblaiement de la carrière prévues au point 2) de l'article 2.8 de l'arrêté préfectoral DIDD/BPEF/2018 n° 14 du 16 janvier 2018 susvisées sont complétées par les dispositions suivantes :

Des apports de matériaux inertes externes contribuent au remblaiement du secteur est de la partie sud de l'excavation, sur les parcelles section ZM, du n°22 à 29 et n°62 du plan cadastral de la commune de Brissac-Loire-Aubance.

Article 4 - traversée de la RD90

L'article 2.8 de l'arrêté préfectoral DIDD/BPEF/2018 n° 14 du 16 janvier 2018 susvisé est complété par les dispositions suivantes :

3) Les apports de remblais externes dans la partie sud de la carrière sont effectués par des véhicules autorisés à circuler sur les voies publiques.

Préalablement au démarrage de l'apport de remblais externes dans la partie sud de la carrière :

- l'exploitant met en place des panneaux « STOP » au niveau des sorties de la carrière sur la RD90 que les véhicules sortant de la carrière doivent respecter ;
- l'exploitant met en place une convention avec le gestionnaire de la RD90 concernant la traversée de cette voie ;

- en accord avec le gestionnaire de la RD90, l'exploitant met en place sur cette voie, une signalétique adaptée à l'approche de la traversée de cette voie et de chaque côté du lieu concerné ;

L'exploitant prend toutes les dispositions utiles pour limiter les dépôts sur la RD90. L'exploitant assure une surveillance de la propreté de la traversée de la RD90. En cas de salissures de la voie publique, l'exploitant en assure le nettoyage.

La traversée de la voie publique se fait dans le respect des dispositions du Code de la route et du Code de la voirie routière.

Article 5 – surveillance des eaux

Les dispositions de l'article 3 de l'arrêté préfectoral DIDD/BPEF/2018 n° 14 du 16 janvier 2018 susvisées sont remplacées par les dispositions suivantes :

Tous les ans, l'exploitant réalise un suivi de la qualité des eaux souterraines portant sur les paramètres suivants : pH, DCO, indice hydrocarbures, phosphates, chlorures, COT, fluorures, sulfates, phénols, les métaux lourds (Sb, As, Ba, Cd, Cr total, Cu, Co, Hg, Pb, Mo, Ni, Se, V et Zn), HAP, PCB et BTEX.

Ce suivi est réalisé au niveau des eaux présentes dans :

- 2 puits placés l'un en aval et l'autre en amont hydraulique de la carrière ;
- 2 piézomètres Pz1, Pz2 à l'aval hydraulique de la partie nord ;
- 1 piézomètre Pz07 en amont hydraulique de la partie sud ;
- 1 piézomètre Pz05 en limite est de la partie sud ;
- la fosse en cours de remblaiement.

Sans préjudice des dispositions prévues, les résultats de la surveillance sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées. Une mesure est faite dans le mois suivant la notification du présent arrêté au niveau des piézomètres Pz05 et Pz07.

Article 6 - montant des garanties financières

Les dispositions de l'article 6 de l'arrêté préfectoral D3-2002 n° 297 du 7 mai 2002 modifié susvisé sont remplacées par les dispositions suivantes :

Le montant des garanties financières permettant d'assurer la remise en état maximale pour la durée d'exploitant restante est de :

- période de 2 ans : 2 282 040 € TTC.

Ce montant étant défini par référence à l'indice TP 01 de octobre 2025 égal à 130,5.

L'exploitant adresse au préfet le document attestant la constitution des garanties financières actualisées (compte tenu du dernier indice TP01 connu) prévues par l'article R.516-1-2° du Code de l'environnement dans les 15 jours suivants la notification du présent arrêté.

La transmission de l'exploitant précise la valeur de l'indice TP01 et le taux de TVA utilisés.

Article 7 - plan de gestion des déchets d'extraction résultant du fonctionnement de la carrière

Conformément à l'article 16bis de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 susvisé, le plan de gestion des déchets d'extraction est actualisé et transmis au préfet dans un délai de 15 jours suivant la notification du présent arrêté.

Article 8 - publicité

Le présent arrêté préfectoral fait l'objet des mesures de publicité prévues à l'article R. 512-49 du Code de l'environnement:

1° une copie du présent arrêté est déposée à la mairie de Brissac Loire Aubance et peut y être consultée.

2° Un extrait de cet arrêté est affiché à la mairie de Brissac Loire Aubance, pendant une durée minimum d'un mois ; un procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire et envoyé à la Préfecture de Maine-et-Loire – Direction de la coordination des politiques publiques et de l'appui territorial – Bureau des procédures environnementales et foncières.

3° L'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture de Maine-et-Loire pendant une durée minimale de quatre mois.

Article 9 - délais et voies de recours

En application de l'article R. 181-50 du Code de l'environnement le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

La décision peut être déférée à la juridiction administrative territorialement compétente, le Tribunal administratif de Nantes – 6 allée de l'Île Gloriette – CS 24111 – 44041 NANTES cedex 1 :

1° Par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;

2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du Code de l'environnement, dans un délai de deux mois à compter de :

- a) L'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 ;
- b) La publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Sans préjudice du recours gracieux mentionné à l'article R. 214-36, cette décision peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

La juridiction administrative compétente peut aussi être saisie par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr.

Article 10 - exécution

Le Secrétaire général de la préfecture de Maine-et-Loire, le Maire de la commune de Brissac Loire Aubance, et la Directrice régionale de l'environnement de l'aménagement et du logement (DREAL) des Pays de la Loire, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie est adressée à la société Heidelberg Materials France Granulats.

Fait à Angers, le 4 MAI 2026

Pour le préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général

Raymond YEDDOU

